



VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE Japon & Corée du Sud

Une publication conjointe du SER de Tokyo et du SE de Séoul
Semaine du 9 au 13 février 2026

Faits saillants

- Victoire historique de S. Takaichi et du PLD aux élections législatives anticipées japonaises et détente des marchés
- Finalisation du projet de révision de la loi sur la sécurité économique
- Ralentissement du marché du travail sud-coréen

Japon

Macroéconomie

Résultats des élections législatives | La Première ministre S. Takaichi a conduit le Parti libéral-démocrate (PLD) à une victoire historique aux élections anticipées du 8 février, avec 316 sièges remportés sur 465. Portée par un taux d'approbation proche de 70 %, S. Takaichi dispose désormais d'une large majorité de plus des deux tiers pour déployer sa politique budgétaire, dans un contexte de pression sur le pouvoir d'achat, alors que les salaires réels ont reculé de -1,3 % en 2025. Ainsi, la suspension pour deux ans de la taxe à la consommation sur les produits alimentaires (8 %) reste au cœur des discussions. Le coût annuel de cette suspension est estimé à 5 000 Mds JPY (28 Mds EUR). Désireuse de rassurer les marchés s'agissant de la soutenabilité des finances publiques, S. Takaichi a précisé que la suspension de cette taxe serait financée sans recours supplémentaire à l'endettement, grâce à des ressources non fiscales, en particulier par une possible mobilisation partielle des réserves de change. Les marchés restent attentifs à ces arbitrages. Depuis l'élection, les rendements des maturités courtes sont demeurés globalement stables. En revanche, la partie longue de la courbe s'est nettement détendue : le taux des Japanese Government Bonds (JGBs) à 20 ans a reculé de 12 pbs pour s'établir à 3,04 % au 13 février. Les maturités à 30 et 40 ans ont également enregistré une baisse marquée, respectivement de 13 pbs et de 18 pbs, à 3,44 % et 3,66 %. Ce mouvement de repli sur les échéances longues semble traduire un apaisement des anticipations de marché, les

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 13/02	Var. vs. 06/02
USD/JPY	153,5	-2,1 %
USD/KRW	1 446	-1,5 %
Nikkei 225	56 942 pts	+5 %
KOSPI	5 507 pts	+8,2 %
JGB 10 ans	2,228 %	-2,7 pbs
KTB 10 ans	3,684 %	-13,8 pbs

investisseurs intégrant l'hypothèse d'une orientation budgétaire potentiellement plus mesurée qu'initialement redoutée.

Commerce extérieur japonais – Bilan 2025 | Les exportations du Japon ont progressé de +3,1 % en 2025, atteignant un niveau record de 110 448 Mds JPY (651 Mds EUR), après une hausse de +6,2 % en 2024. La tendance reste tirée par les appareils électriques (+3,5 %, dont semi-conducteurs +8,2 %) et la machinerie (+2,5 %), tandis que les exportations vers l'Asie (54 % du total) ont crû de +5,3 %. Les États-Unis demeurent le premier client du Japon en valeur, en dépit d'un recul de -4,1 % sur un an, tandis que les exportations vers l'Union européenne ont légèrement progressé (+1,3 %). Les importations au Japon n'ont crû que de +0,3 %, freinées par la contraction des achats de combustibles minéraux (-13 %). Le déficit commercial nippon s'est ainsi contracté de moitié en un an, à -15,6 Mds EUR (vs -34,3 Mds EUR en 2024). Cette évolution prolonge une trajectoire d'amélioration engagée depuis trois ans, confirmant le redressement progressif de la balance commerciale. La faiblesse du yen (moyenne de 150 JPY/ 1 USD et de 169 JPY/ 1 EUR en 2025) a soutenu les exportations tout en comprimant les importations, dans un contexte d'inflation durablement supérieure à la cible de 2 % fixée par la Banque du Japon.

Secteur financier

Marché des changes | Dans le sillage des élections du 8 février, le yen a fortement fluctué avec d'abord un point bas de la paire USD/JPY autour de 157 JPY/ 1 USD dimanche soir, avant d'afficher une appréciation continue jusqu'à 153-154 JPY/ 1 USD en fin de semaine (soit un rebond supérieur à 2 %). Ce mouvement s'explique par (i) la demande étrangère soutenue en faveur des actions japonaises libellées en yen ; (ii) la lecture optimiste des marchés quant aux résultats des élections législatives, offrant à S. Takaichi une marge d'action accrue et réduisant la probabilité de compromis budgétaires davantage expansionnistes avec d'autres formations ; (iii) la récente dépréciation en parallèle du dollar US. La pression baissière sur le yen a été par ailleurs contenue par les messages de vigilance de la Ministre des Finances, S. Katayama, celle-ci ayant évoqué une coordination étroite avec son homologue américain afin d'assurer la stabilité des changes, tandis que le Vice-ministre A. Mimura a réaffirmé une surveillance « avec un haut degré d'urgence » des mouvements de marché.

Marché boursier | Sans surprise, les investisseurs ont réagi positivement à la victoire de S. Takaichi et du PLD sur le marché boursier, poussant le *Nikkei 225* vers un nouveau record en ce début de semaine, avec une clôture à 57 650 pts le 10 février. Le *Topix* a également atteint un plus haut historique le 12 février, en clôturant à 3 887 pts. Cette dynamique reflète l'anticipation d'une activité dopée par l'investissement public et privé, comme en témoigne le net rebond des valeurs perçues comme alignées avec les priorités stratégiques du gouvernement Takaichi (valeurs technologiques, industrielles et de Défense).

Secteurs non financiers

Énergie | L'Australie, qui représente 45 % des importations japonaises de GNL, prévoit d'introduire en 2027 des clauses de contenu local imposant aux nouveaux contrats conclus à partir de fin décembre 2025 de réserver 15 à 25 % de la production au marché domestique. Les activités japonaises de revente de GNL vers les pays de l'ASEAN ont suscité des critiques politiques en Australie, renforçant le soutien à ces clauses. Cette mesure ne devrait pour autant pas affecter fondamentalement les relations commerciales entre le Japon et l'Australie. En effet, la mesure ne vise que les contrats récents tandis que *Tokyo Gas* et *Kansai Electric Power* disposent déjà d'engagements de long terme courant jusqu'en 2035 avec l'Australie. De plus, les entreprises japonaises adoptent des logiques de diversification de leurs

approvisionnements avec une exposition croissante aux États-Unis. À titre d'exemple, *JERA* a augmenté ses volumes importés, en sécurisant des contrats avec les États-Unis (5,5 Mt/an sur 20 ans) et avec le Moyen-Orient (3 Mt/an sur 27 ans avec *QatarEnergy*).

Intelligence artificielle | La Ministre japonaise de la Sécurité économique, K. Onoda, a participé le 12 février à la réunion de lancement d'un groupe de travail dédié à l'intelligence artificielle et aux semi-conducteurs, tous deux ciblés parmi les 17 secteurs stratégiques de la *Japan Growth Strategy Conference*. Le gouvernement prévoit ainsi d'investir plus 1 000 Mds JPY (5,5 Mds EUR) à court terme afin de soutenir les initiatives liées à l'IA et de stimuler l'investissement privé dans le secteur. Lors de son discours d'ouverture, la Ministre a mis en avant l'importance de ces industries pour la compétitivité et la sécurité économique du pays, dans un contexte de concurrence technologique accrue. Le gouvernement a adopté son premier plan national sur l'IA en 2025 afin de généraliser son usage au sein de l'administration centrale. En coordination avec ce plan, le groupe de travail devrait établir d'ici le printemps prochain une feuille de route pour renforcer les infrastructures domestiques liées à l'IA.

Automobile | Les constructeurs automobiles japonais évoluent dans un contexte contrasté : tout en continuant à mettre l'accent sur les véhicules hybrides, dont la demande est croissante, *Toyota* planifie, d'ici la fin 2026, la commercialisation de son 1^{er} véhicule électrique fabriqué aux États-Unis, un SUV *Highlander EV* assemblé au Kentucky et utilisant des batteries fournies par son site de Caroline du Nord. Le plan a pour objectif de renforcer la présence du groupe sur le marché nord-américain malgré un ralentissement de la demande de véhicules électriques aux États-Unis. Parallèlement, le groupe a commencé à s'approvisionner en acier vert (*green steel*) auprès de producteurs japonais, dont *Nippon Steel* et *Kobe Steel*, afin de réduire l'empreinte carbone de ses modèles. Le groupe *Honda* a, de son côté, annoncé une importante contraction de ses résultats financiers. Le bénéfice net du groupe a chuté de -42 % sur 9 mois – soit un bénéfice net de 465,4 Mds JPY (2,6 Mds EUR) –, essentiellement du fait des droits de douane américains et de la faiblesse de la demande de véhicules électriques. Le constructeur automobile a ainsi annulé le développement de certains modèles et revu à la baisse ses objectifs : les véhicules électriques devraient désormais représenter 20 % des ventes mondiales d'ici 2030, au lieu de 30 % initialement fixés.

Sécurité économique | Le gouvernement a finalisé un projet de révision de la loi sur la promotion de la sécurité économique qui sera soumis à la Diète lors d'une session extraordinaire. Le projet porte un nouveau cadre prévoyant la prise en charge par l'État des pertes éventuelles liées à certains investissements à l'étranger jugés stratégiques en termes de sécurité économique. Ce dispositif vise notamment à soutenir des projets d'infrastructures portuaires et de télécommunications sous-marines dans des pays émergents situés sur des axes maritimes stratégiques. La mise en œuvre de cette réforme, si elle était adoptée, reposera sur les financements de la Banque japonaise pour la coopération internationale (JBIC), dont le cadre d'intervention serait élargi afin de permettre des investissements plus risqués. La révision prévoit également un élargissement du champ des matériaux critiques pouvant bénéficier d'une aide financière du gouvernement, tels les câbles sous-marins ou les services de lancement spatial. Enfin, en réponse à la recrudescence des cyberattaques touchant les hôpitaux, le projet de réforme prévoit d'intégrer les services médicaux à la liste des infrastructures critiques, impliquant un contrôle gouvernemental préalable à l'installation d'équipements sensibles et une obligation de signalement des cyberattaques.

Corée du Sud

Macroéconomie

Marché du travail | En janvier 2026, le marché du travail sud-coréen a montré des signes d'essoufflement, avec une progression limitée de l'emploi de +108 000 postes sur un an, portant le nombre total d'actifs occupés à 28 millions, soit la progression la plus faible en 13 mois. Le taux de chômage s'est établi à 4,1 %, son plus haut niveau pour un mois de janvier depuis 2022. Par catégorie d'âge, l'emploi des jeunes (15-29 ans) a poursuivi sa tendance baissière (-175 000 sur un an), tandis que la dynamique de création d'emplois chez les seniors (60 ans et plus) s'est nettement affaiblie (+141 000). Au plan sectoriel, les services sociaux et de santé ont continué de soutenir les créations nettes, alors que l'industrie manufacturière et la construction ont enregistré respectivement leur 19^e et 21^e mois consécutifs de contraction. Par ailleurs, la hausse du nombre d'inactifs déclarant « faire une pause » (+110 000 en g.a., à 2,8 millions), particulièrement marquée chez les jeunes, représente un signal supplémentaire de dégradation du marché du travail.

Secteur financier

Réforme du marché boursier | La commission des services financiers (FSC) et la Place boursière coréenne (*Korean Exchange KRX*) ont annoncé un éventail de mesures visant à contrôler la tranche basse du marché financier coréen (*KOSDAQ*) via l'affermissement des critères de radiation du marché boursier. Il prévoit un élèvement des seuils de capitalisation (20 Mds KRW d'ici juillet 2026, puis 30 Mds KRW au 1^{er} janvier 2027, contre 15 Mds KRW aujourd'hui), un nouveau seuil sur la valeur d'une action (1 000 KRW), un abaissement de la tolérance aux déclarations erronées (de 15 % à 10 %), et un raccourcissement des durées de mise en conformité (de 1 an et demi à 1 an). Intégré au plan présenté par la FSC à la fin de l'année 2025 afin d'orienter le système financier vers une « finance productive », ce dispositif vise à améliorer la qualité et l'attractivité du marché boursier sud-coréen. La finalité est de renforcer la confiance des investisseurs, favoriser l'émergence de nouveaux acteurs innovants et favoriser la liquidité, en instaurant un marché caractérisé par un turnover plus élevé. Dans ce contexte, les deux institutions ont fortement revu à la hausse leur estimation du nombre de radiations au cours de l'année (de 50 à environ 150) et prévoient un élargissement des équipes de gestion des radiations pendant une période de transition.

Secteurs non-financiers

Coopération Corée-Arabie Saoudite dans la Défense | Les ministres de la Défense sud-coréen, Gyu-back Ahn, et saoudien, Khalid bin Salman Al Saud, ont signé un mémorandum d'entente sur la recherche et le développement (R&D) axé sur les systèmes et technologies d'armement. Cette initiative s'inscrit dans la continuité du rapprochement engagé entre les deux pays ces dernières années, marqué par d'importantes ventes d'équipements sud-coréens à l'Arabie saoudite, notamment le système de défense aérienne *Cheongung-II*. L'accord s'inscrit également dans la stratégie saoudienne à l'horizon 2030 visant à localiser une part croissante de son approvisionnement, afin de favoriser les transferts de technologie et le développement d'une base industrielle nationale. Pour la Corée du Sud, il constitue un levier de sécurisation des chaînes de valeur, en consolidant ses partenariats industriels et en garantissant des délais de livraison compétitifs, dans un contexte d'augmentation rapide de ses exportations vers

l'Europe et le Moyen-Orient. La nouvelle administration sud-coréenne affiche l'ambition de hisser le pays au rang de 4^{ème} exportateur mondial d'équipements militaires d'ici 2027.

Dialogue « 2+2 » Corée-Pays Bas | Les Ministres du Commerce et des Affaires étrangères sud-coréens et néerlandais ont mené, le 11 février et pour la première fois, un « dialogue 2+2 » à Séoul. À cette occasion, ils ont affirmé leur volonté de renforcer la coopération économique et stratégique, avec pour objectifs d'assurer une croissance pérenne, une sécurité économique et un *leadership* technologique pour les deux pays. Le sujet des semi-conducteurs, pour lesquels les Pays-Bas (avec ASML) fournissent des équipements à la chaîne de valeur coréenne (en particulier Samsung et SK hynix), était au cœur de la rencontre. Les deux pays ont exprimé leur volonté d'approfondir leur coopération autour notamment des secteurs de la Défense, de l'IA, des matériaux critiques et de la cybersécurité.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Tokyo

Rédaction : SER de Tokyo et SE de Séoul

Abonnez-vous : tokyo@dgtresor.gouv.fr

Clause de non-responsabilité : le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.